

## **COMMUNE DE CAMPUAC**

### **PROCES-VERBAL**

#### **SEANCE DU 11 MAI 2026**

Nombre de membres en exercice : 11

Nombre de membres présents : 10

Date de la convocation : 04/05/2026

**L'an deux mille vingt-six, le onze mai, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de Mme Adeline VERNHES, Maire.**

**Présents :** Adeline VERNHES, Angèle ORTIZ, Guillaume DELBOUIS, Vanessa GROS, Jacques ABRIEUX, Nicolas CALMELS, Manon MARRAGOU, PASTOR Philippe Mathieu PRADALIER et NOLORGUES Marie

**Excusé :** Xavier THIROUX

Vanessa GROS est nommée secrétaire de séance.

**Objet : Approbation du Procès-Verbal de la séance du 16 avril 2026**

Vote :

Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0

Nombre de suffrages exprimés : 10

**Objet : Renouvellement de la commission communale des impôts directs (CCID)**

Suite aux dernières élections communales et conformément au 1 de l' [article 1650](#) du code général des impôts (CGI), une commission communale des impôts directs (CCID) doit être instituée dans notre commune.

Cette commission est composée :

- du maire ou d'un adjoint délégué, président de la commission ;
- de 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants, si la population de la commune est inférieure à 2 000 habitants ;

**Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale :** elle a notamment pour rôle majeur de donner chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensées par l'administration fiscale.

Une liste de 24 personnes a été validée (tableau ci-joint)

Vote :  
Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 10

**Objet : Délégation au maire**

Suite au recours gracieux de la préfecture du 23 avril 2026, il a été constaté que la délibération 2020/10 ne fixe pas de limite de délégation à l'alinéa 22°

Le conseil municipal est amené à délibérer de nouveau concernant cette délégation de pouvoirs accordées à Mme le Maire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

**DONNE délégation au Maire, pour la durée de son mandat dans les domaines suivants mentionnés à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales :**

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article Prévisualiser : L. 1618-2 [L. 1618-2](#) et au a de l'article Prévisualiser : L. 2221-5-1 [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article Prévisualiser : L. 213-3 [L. 213-3](#) de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

18° De donner, en application de l'article Prévisualiser : L. 324-1 [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article Prévisualiser : L. 311-4 [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article Prévisualiser : L. 332-11-2 [L. 332-11-2](#) du même code, dans sa rédaction antérieure à la Prévisualiser : loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 [loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014](#) de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500.000,00€ autorisé par le conseil municipal ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de Prévisualiser : Code de l'urbanisme - art. L214-1-1 (V) [l'article L. 214-1-1](#) du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article Prévisualiser : L. 214-1 [L. 214-1](#) du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux Prévisualiser : articles L. 240-1 à L. 240-3 [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles Prévisualiser : L. 523-4 [L. 523-4](#) et Prévisualiser : L. 523-5 [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article Prévisualiser : L. 151-37 [L. 151-37](#) du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, **dans les conditions fixées par le conseil municipal**, l'attribution de subventions ;

27° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de Prévisualiser : l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 [l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975](#) relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ;

30° D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

31° D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code.

#### **Article [L. 2122-23](#) du CGCT**

*Les décisions prises dans les domaines qui précèdent par le maire sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du conseil municipal portant sur les mêmes objets.*

*Sauf dispositions contraires dans la délibération portant délégation d'attribution :*

- *les décisions peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18 du CGCT ;*
- *les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises par le conseil municipal en cas d'empêchement du maire ;*
- *le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal ;*

*le conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation.*

Vote :  
Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 10

**Objet** : Désignation d'un référent communal en santé environnementale

Pour faire suite au renouvellement des conseils municipaux lors des élections du 15 mars 2025, l'Agence régionale de santé (ARS) demande de bien vouloir procéder à la désignation d'un référent communal en santé environnementale.

Cette personne sera l'interlocuteur privilégié en cas de besoin ou d'urgence sanitaire sur notre commune, tout particulièrement dans les domaines suivants :

- Moustique tigre
- Ambroisie
- Chenilles processionnaires

Après un vote du Conseil Municipal est élue : Angèle ORTIZ

Vote :  
Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 10

**Objet** : Constitution de la commission d'appel d'offre

**Objet** : Désignation de la commission appel offre (CAO)

Considérant le recours gracieux de la préfecture du 23 avril 2026, informant que 3 membres titulaires et 3 membres suppléants doivent être désignés, il convient aujourd'hui de réitérer la nomination de la commission d'appel d'offres

Vu les dispositions de l'article L 1414-2 du code général des collectivités territoriales qui dispose que la commission d'appel d'offres est composée conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 du même code ;

Après un vote du Conseil Municipal sont élus :

Présidente : Mme Adeline VERNHES, maire

Membres titulaires : M Guillaume DELBOUIS, M Philippe PASTOR et Mme Vanessa GROS

Membres suppléants : Mathieu PRADALIER, Mme Angèle ORTIZ et M Jacques ABRIEUX

Vote :  
Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 10

**Questions diverses :**

- Election sénatoriales un conseil municipal est prévu vendredi 05 juin à 20h

**Secrétaire de séance  
Vanessa GROS**



**Adeline VERNHES ,Maire**

